



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 54.020/4
du 9 octobre 2013

advies 54.020/4
van 9 oktober 2013

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
au passage au sein de la même
catégorie de personnel, à la
promotion sociale et à la
promotion sur diplôme vers
une catégorie de personnel
supérieure'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de
overgang binnen dezelfde
personeelscategorie, de sociale
promotie en de promotie op
diploma naar een hogere
personeelscategorie'

Le 8 août 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de quinze jours et ultérieurement prorogé jusqu'au 15 octobre 2013 ^(*), sur un projet d'arrêté royal 'relatif au passage au sein de la même catégorie de personnel, à la promotion sociale et à la promotion sur diplôme vers une catégorie de personnel supérieure'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 9 octobre 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Laurence VANCRAVEBECK, auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 octobre 2013.

^(*) Par courriel du 12 août 2013

*

Op 8 augustus 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Landsverdediging verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijftien dagen en later verlengd tot 15 oktober 2013 ^(*) een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de overgang binnen dezelfde personeelscategorie, de sociale promotie en de promotie op diploma naar een hogere personeelscategorie'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 9 oktober 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence VANCRAVEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 oktober 2013.

^(*) Bij e-mail van 12 augustus 2013

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. L'arrêté en projet vise à déterminer un certain nombre de règles relatives au passage au sein d'une même catégorie de personnel, à la promotion sociale et à la promotion sur diplôme vers une catégorie de personnel supérieure.

Il vise ainsi à exécuter les articles 117 à 119/2 de la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées', tels qu'ils ont été remplacés ou insérés par la loi du 31 juillet 2013.

L'article 117 de la loi du 28 février 2007 dispose comme suit :

« Art. 117. Pour être admis comme candidat militaire par le ministre et indépendamment des conditions propres à la catégorie de personnel pour laquelle ils sont formés, les militaires visés à l'article 3, 13°, b), doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° ne pas avoir été refusé plus de quatre fois en vue de leur admission dans une autre qualité parce qu'ils ne satisfont pas aux conditions visées aux 2° à 9°;

2° ne pas être refusé par l'autorité que le Roi désigne ;

3° au 31 décembre de l'année de leur agrément, ne pas avoir atteint l'âge fixé par le Roi ;

4° être classé en ordre utile lors d'une épreuve de passage, dans la limite du nombre de places ouvertes ;

5° avoir réussi les tests militaires d'aptitude physique, selon les critères fixés par l'autorité que le Roi désigne ;

6° pour le militaire de la marine, être médicalement apte au service en mer ;

7° le cas échéant, être titulaire d'un bachelier avant la date de clôture des inscriptions pour la promotion sur diplôme concernée ;

8° le cas échéant, avoir suivi avec succès le cours technique d'état-major, le cours de base d'état-major ou la formation de base d'état-major avant la date de clôture des inscriptions pour le passage concerné ;

9° le cas échéant, avoir réussi les examens linguistiques visés, selon le cas :

a) à l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée ;

b) aux articles 3 et 4 de la même loi ;

c) à l'article 8, § 1^{er}, de la même loi ou être exempté de cet examen selon les dispositions de l'article 8, § 2, de la même loi.

Par type d'admission et catégorie de personnel, le Roi fixe :

1° les conditions auxquelles les militaires doivent satisfaire parmi celles visées à l'alinéa 1^{er} ;

2° le contenu et les modalités de l'épreuve de passage visée à l'alinéa 1^{er}, 4° ».

Selon cette disposition ¹, il appartient donc au Roi de désigner les autorités visées à l'alinéa 1^{er}, 2° et 5°, de fixer l'âge à partir duquel un militaire ne peut plus être admis comme candidat militaire (alinéa 1^{er}, 3°) et de fixer, par type d'admission et par catégorie de personnel, les conditions à remplir parmi celles qui sont visées à l'alinéa 1^{er} ainsi que le contenu et les modalités de l'épreuve de passage visée à l'alinéa 1^{er}, 4°.

Les articles 118 à 119/2 habilite pour leur part le Roi à fixer la formation que doivent suivre avec succès les différents candidats pour être admis dans la catégorie de personnel concernée.

1.2. Certaines dispositions du projet d'arrêté ne peuvent toutefois pas trouver de fondement juridique dans l'une ou l'autre des habilitations précitées. Elles seront examinées dans les observations particulières qui suivent.

2. Plusieurs dispositions du projet d'arrêté renvoient, pour leur mise en œuvre, à un « règlement arrêté par le ministre ». Cette méthode a déjà été critiquée à de nombreuses reprises par la section de législation du Conseil d'État et encore récemment, dans son avis 53.962/2/V, donné le 9 septembre 2013 sur un projet d'arrêté royal 'relatif au transfert interne de certains militaires déclarés définitivement inaptes sur le plan médical comme agent de l'État vers le Ministère de la Défense'.

Les mots « dans un règlement arrêté par le ministre » seront dès lors remplacés par les mots « par le ministre » dans les articles 3, alinéa 2, 5, alinéa 2, 6, alinéa 1^{er}, 2°, 7, § 1^{er}, alinéa 3, 8, alinéa 2, 10, alinéa 1^{er}, 13, alinéa 2, 15, alinéa 1^{er}, 17, alinéa 2, 19, alinéa 2, 20, alinéa 1^{er}, 2°, 21, § 1^{er}, alinéa 3, 22, alinéa 2, 24, alinéa 2, 25, alinéa 1^{er}, 2°, et 26, § 1^{er}, alinéa 3.

¹ Dans l'avant-projet de loi soumis à la section de législation, l'article 117 était rédigé de manière sensiblement différente :

« Pour être admis comme candidat militaire par le ministre et indépendamment des conditions propres à la catégorie de personnel pour laquelle ils sont formés, les militaires visés à l'article 3, 13°, b), doivent :

1° satisfaire aux conditions fixées par le Roi ;

2° être classés en ordre utile dans une épreuve de passage, selon les modalités fixées par le Roi ».

Il a été modifié à la suite de l'avis de la section de législation 53.229/4 donné le 22 mai 2013 sur un avant-projet devenu la loi du 31 juillet 2013 'modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des forces armées et modifiant certaines dispositions relatives au statut du personnel militaire'. Dans cet avis, la section de législation avait en effet considéré qu'était excessive, au regard du principe de légalité, l'habilitation faite au Roi, dans le cadre de la promotion sociale, du passage et de la promotion sur diplôme, de fixer les conditions pour être admis candidat militaire (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 2879/1, p. 311).

3. Plusieurs dispositions du projet d'arrêté² fixent l'âge à partir duquel un militaire ne peut plus être admis comme candidat militaire dans le cadre d'un passage, d'une promotion sociale ou d'une promotion sur diplôme, en exécution de l'article 117, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 28 février 2007³.

Aucune justification ne figure dans le rapport au Roi à ce sujet.

Or, la section de législation a, dans son avis 53.229/4 donné le 22 mai 2013 sur l'avant-projet devenu la loi du 31 juillet 2013 'modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des forces armées et modifiant certaines dispositions relatives au statut du militaire', fait observer ce qui suit :

« Les règles constitutionnelles d'égalité et de non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre certaines catégories de personnes, pour autant que le critère de différenciation soit susceptible de justification objective et raisonnable. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la norme en cause ; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

Selon l'article 6, paragraphe 1, de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 'portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail', une distinction directe fondée sur l'âge ne constitue pas une discrimination lorsqu'elle est objectivement et raisonnablement justifiée, par un motif légitime, notamment par des objectifs légitimes de politique de l'emploi, du marché du travail ou tout autre objectif légitime comparable, et que les moyens de réaliser cet objectif sont appropriés et nécessaires.

L'auteur de l'avant-projet complétera le commentaire de l'article pour y justifier les limites d'âge qui s'appliquent au postulant ».

La même observation vaut en l'espèce. Le rapport au Roi sera dès lors complété afin d'y justifier les limites d'âge qui sont ainsi prévues.

² Voir les articles 3, alinéa 1^{er}, 2^o, 8, alinéa 1^{er}, 2^o, 13, alinéa 1^{er}, 2^o, 17, alinéa 1^{er}, 2^o, et 22, alinéa 1^{er}, 2^o.

³ Disposition qui est postérieure à l'avis de la section de législation du Conseil d'État.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Alinéa 7

Le protocole de négociation du Comité de négociation du personnel militaire a été conclu le 10 juillet 2013 et cette date doit être mentionnée à l'alinéa 7 du préambule.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Au paragraphe 3, de l'accord de l'officier délégué, il n'y a pas lieu de viser le paragraphe 4 de l'article 27bis de l'arrêté royal du 11 septembre 2003. L'hypothèse prévue par cette disposition vise en effet expressément les épreuves psychotechniques effectuées dans le cadre du passage, de la promotion sociale ou de la promotion sur diplôme, de sorte qu'il n'y a pas de besoin de la leur rendre applicable.

2. Le paragraphe 5, alinéa 1^{er}, prévoit deux hypothèses dans lesquelles le candidat perd un essai parmi ceux pris en considération pour le calcul du nombre de participations autorisées : lorsque le candidat renonce à sa candidature après qu'elle a été agréée ou lorsque celle-ci a été refusée. La deuxième hypothèse – refus de la candidature – est déjà prévue par l'article 117, alinéa 1^{er}, 1^o⁴, de la loi du 28 février 2007. Il n'y a donc pas lieu de la reproduire dans l'arrêté en projet. Quant à la première hypothèse, aucune habilitation ne permet au Roi de prévoir un cas supplémentaire de « perte d'essai ».

Par conséquent, dans l'article 1^{er}, § 5, les alinéas 1^{er}, 2 et 3 seront omis.

Article 3

L'article 3, alinéa 1^{er}, reproduit ou paraphrase certaines des conditions énumérées à l'article 117, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 février 2007. Un tel procédé est à éviter pour différentes raisons ⁵.

Mieux vaut dès lors ne pas reproduire intégralement les conditions énumérées dans l'article 117, alinéa 1^{er}, mais renvoyer à celles qu'en application de l'article 117, alinéa 2, 1^o, le Roi souhaite rendre applicables à l'admission d'un volontaire de carrière comme candidat sous-officier de carrière du niveau B dans le cadre de la promotion sur diplôme. La disposition en projet limitera par ailleurs les éléments que le Roi est habilité à fixer en exécution de l'article 117, alinéa 1^{er}, 2^o, 3^o et 5^o, de la loi du 28 février 2007.

⁴ En effet, cette disposition renvoie notamment à la condition visée au 2), c'est-à-dire « ne pas être refusé par l'autorité que le Roi désigne ».

⁵ *Principes de technique législative* - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 80.

La même observation vaut pour les articles 8, 13, 17 et 22.

Article 12

Il n'y a pas lieu de numéroter l'annexe puisqu'il n'y en a qu'une.

La même observation vaut pour l'entête de l'annexe.

Article 45

En exécution de l'article 272 de la loi du 28 février 2007, l'article 45, 1°, du projet, prévoit l'entrée en vigueur le 31 décembre 2013 de plusieurs dispositions légales.

Dans un souci de sécurité juridique, il y a lieu de préciser, dans l'article 45, 1°, du projet, qu'il s'agit de faire entrer en vigueur les articles concernés de la loi du 28 février 2007 « tels que modifiés par la loi du 31 juillet 2013 ».

ANNEXE

Dans la colonne « 2 », sous le numéro 2.6, dans la version néerlandaise, il y a lieu d'écrire « minder dan 5 jaar anciënniteit ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1.1. Het ontworpen besluit strekt ertoe een bepaald aantal regels vast te stellen betreffende de overgang binnen dezelfde personeelscategorie, de sociale promotie en de promotie op diploma naar een hogere personeelscategorie.

Aldus beoogt het uitvoering te geven aan de artikelen 117 tot 119/2 van de wet van 28 februari 2007 ‘tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht’, zoals ze zijn vervangen of ingevoegd bij de wet van 31 juli 2013.

Artikel 117 van de wet van 28 februari 2007 luidt als volgt:

“Art. 117. Om door de minister te worden aanvaard als kandidaat-militair en onafhankelijk van de voorwaarden die eigen zijn aan de personeelscategorie, waarvoor ze worden gevormd, moeten de militairen bedoeld in artikel 3, 13°, b) aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° niet meer dan vier keer afgewezen zijn met het oog op hun opname in een andere hoedanigheid omdat zij niet voldoen aan de voorwaarden bedoeld in 2° tot 9°;

2° niet afgewezen worden door de door de Koning aangewezen overheid;

3° op 31 december van het jaar van hun aanvaarding, de leeftijd die de Koning bepaalt niet bereikt hebben;

4° batig gerangschikt worden bij een overgangsproef bedoeld, binnen de grenzen van het aantal opengestelde plaatsen;

5° geslaagd zijn voor de militaire tests van lichamelijke geschiktheid, volgens de criteria bepaald door de door de Koning aangewezen overheid;

6° voor de militair van de marine, medisch geschikt zijn voor dienst op zee;

7° in voorkomend geval, houder zijn van een bachelor vóór de afsluitingsdatum der inschrijvingen voor de betrokken promotie op diploma;

8° in voorkomend geval, de cursus staftechniek, de basis stafcursus of de basis stafvorming met succes gevolgd hebben vóór de afsluitingsdatum der inschrijvingen voor de betrokken overgang;

9° in voorkomend geval, geslaagd zijn voor taalexamens bedoeld, naargelang het geval:

a) in artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger;

b) in de artikelen 3 en 4 van dezelfde wet;

c) in artikel 8, § 1, van dezelfde wet of van dit examen vrijgesteld zijn volgens de bepalingen van artikel 8, § 2, van dezelfde wet.

Per type van opname en personeelscategorie bepaalt de Koning:

1° de voorwaarden waaraan de militairen moeten voldoen, onder de voorwaarden bedoeld in het eerste lid;

2° de inhoud en de nadere regels van de overgangsproef bedoeld in het eerste lid, 4°”.

Luidens deze bepaling¹ komt het dus de Koning toe de overheden aan te wijzen, vermeld in het eerste lid, 2° en 5°, te bepalen vanaf welke leeftijd een militair niet meer kan worden aanvaard als kandidaat-militair (eerste lid, 3°) en per type van opname en per personeelscategorie te bepalen aan welke voorwaarden bedoeld in het eerste lid moet worden voldaan, alsook de inhoud en de nadere regels van de overgangsproef bedoeld in het eerste lid, 4°, te bepalen.

De artikelen 118 tot 119/2 machtigen de Koning hunnerzijds vast te stellen welke opleiding de verschillende kandidaten met succes moeten volgen om in de betreffende personeelscategorie te worden opgenomen.

1.2. Sommige bepalingen van het ontwerpbesluit vinden evenwel geen rechtsgrond in een van de twee voornoemde machtigingen. Ze worden in de bijzondere opmerkingen hieronder onderzocht.

2. In meerdere bepalingen van het ontwerpbesluit wordt, voor de uitvoering ervan, verwezen naar een “reglement uitgevaardigd door de minister”. De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft reeds meermalen bezwaar gemaakt tegen deze werkwijze, zoals ook onlangs nog in haar advies 53.962/2/V, op 9 september 2013 gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit ‘betreffende de interne overplaatsing van sommige op medisch vlak definitief ongeschikt verklaarde militairen als rijksambtenaar bij het Ministerie van Landsverdediging’.

De woorden “in een reglement uitgevaardigd door de minister” moeten dan ook worden vervangen door de woorden “door de minister” in de artikelen 3, tweede lid, 5, tweede lid, 6, eerste lid, 2°, 7, § 1, derde lid, 8, tweede lid, 10, eerste lid, 13, tweede lid, 15, eerste lid, 17, tweede lid, 19, tweede lid, 20, eerste lid, 2°, 21, § 1, derde lid, 22, tweede lid, 24, tweede lid, 25, eerste lid, 2°, en 26, § 1, derde lid.

¹ In het voorontwerp van wet dat aan de afdeling Wetgeving is voorgelegd, luidde artikel 117 aanzienlijk anders: “Om door de minister te worden aanvaard als kandidaat-militair en onafhankelijk van de voorwaarden die eigen zijn aan de personeelscategorie, waarvoor ze worden gevormd, moeten de militairen bedoeld in artikel 3, 13°, b):

1° voldoen aan de door de Koning bepaalde voorwaarden;

2° batig gerangschikt zijn in een overgangsproef, volgens de door de Koning bepaalde nadere regels”.

Dat artikel is gewijzigd ten gevolge van advies 53.229/4 van de afdeling Wetgeving, op 22 mei 2013 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 31 juli 2013 ‘tot wijziging van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht en tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het statuut van het militair personeel’. In dat advies heeft de afdeling Wetgeving immers geoordeeld dat de machtiging aan de Koning om in het kader van de sociale promotie, de overgang en de promotie op diploma de voorwaarden vast te stellen om als kandidaat-militair te worden aanvaard, buitensporig was (*Parl.St.* Kamer 2012-2013, nr. 2879/1, 311).

3. Ter uitvoering van artikel 117, eerste lid, 3°, van de wet van 28 februari 2007² wordt in meerdere bepalingen van het ontwerpbesluit³ vastgesteld vanaf welke leeftijd een militair niet meer als kandidaat-militair kan worden aanvaard in het kader van een overgang, een sociale promotie of een promotie op diploma.

Het verslag aan de Koning bevat dienaangaande geen enkele rechtvaardiging.

In haar advies 53.229/4, op 22 mei 2013 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 31 juli 2013 'tot wijziging van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht en tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het statuut van het militair personeel', heeft de afdeling Wetgeving echter het volgende opgemerkt:

“De grondwettelijke regels van gelijkheid en van niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën van personen zou worden ingesteld, voor zover voor het criterium van onderscheid een objectieve en redelijke verantwoording bestaat. Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld, rekening houdend met het doel en de gevolgen van de desbetreffende norm; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

Luidens artikel 6, lid 1, van richtlijn 2000/78/EG van de Raad van 27 november 2000 'tot instelling van een algemeen kader voor gelijke behandeling in arbeid en beroep' is een direct onderscheid op grond van leeftijd geen discriminatie wanneer het objectief en redelijk wordt gerechtvaardigd door een legitiem doel, met inbegrip van legitieme doelstellingen van het beleid op het terrein van de werkgelegenheid, de arbeidsmarkt of elk ander vergelijkbaar legitiem doel, en de middelen voor het bereiken van dat doel passend en noodzakelijk zijn.

De steller van het voorontwerp moet de toelichting bij het artikel aanvullen om daarin de leeftijdsgrenzen te verantwoorden die voor de sollicitant gelden”.

Hier geldt dezelfde opmerking. Het verslag aan de Koning moet dan ook worden aangevuld teneinde een rechtvaardiging te geven voor de leeftijdsgrenzen die aldus worden bepaald.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Zevende lid

Het protocol van onderhandelingen van het Onderhandelingscomité van het militair personeel is op 10 juli 2013 gesloten; deze datum moet in het zevende lid van de aanhef worden vermeld.

² Deze bepaling is van een latere datum dan het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State.

³ Zie de artikelen 3, eerste lid, 2°, 8, eerste lid, 2°, 13, eerste lid, 2°, 17, eerste lid, 2°, en 22, eerste lid, 2°.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In overeenstemming met de gemachtigde officier behoeft in paragraaf 3 niet te worden verwezen naar paragraaf 4 van artikel 27bis van het koninklijk besluit van 11 september 2003. Het geval waarin deze bepaling voorziet, verwijst immers uitdrukkelijk naar de psychotechnische proeven die in het kader van de overgang, de sociale promotie of de promotie op diploma worden afgenomen, zodat het niet op deze proeven toepasselijk hoeft te worden gemaakt.

2. Paragraaf 5, eerste lid, voorziet in twee gevallen waarin de kandidaat een van zijn pogingen verliest op basis waarvan het aantal toegestane deelnemingen wordt berekend: wanneer de kandidaat afziet van zijn kandidatuur nadat deze is aanvaard of wanneer zijn kandidatuur is geweigerd. In het tweede geval – de weigering van de kandidatuur – wordt reeds door artikel 117, eerste lid, 1^o,⁴ van de wet van 28 februari 2007 voorzien. Dit geval behoeft dus niet in het ontworpen besluit te worden overgenomen. Wat het eerste geval betreft, verleent geen enkele bepaling de Koning machtiging om een extra geval te bepalen waarin een poging verloren gaat.

In artikel 1, § 5, moeten het eerste, het tweede en het derde lid derhalve worden weggelaten.

Artikel 3

In artikel 3, eerste lid, worden enkele van de voorwaarden hernomen of geparafraseerd die in artikel 117, eerste lid, van de wet van 28 februari 2007 worden opgenoemd. Een dergelijke werkwijze is om verschillende redenen te mijden.⁵

Het is dus beter de voorwaarden die in artikel 117, eerste lid, vermeld worden, niet volledig over te nemen maar te verwijzen naar die voorwaarden die de Koning met toepassing van artikel 117, tweede lid, 1^o, toepasselijk wil maken voor de aanvaarding van een beroepsvrijwilliger als kandidaat-onderofficier van niveau B in het kader van de promotie op diploma. Voorts moeten in de ontworpen bepaling de gegevens worden beperkt die de Koning ter uitvoering van artikel 117, eerste lid, 2^o, 3^o en 5^o, van de wet van 28 februari 2007 kan vaststellen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 8, 13, 17 en 22.

⁴ Deze bepaling verwijst immers inzonderheid naar de voorwaarde vermeld in de bepaling onder 2), namelijk “niet afgewezen worden door de door de Koning aangewezen overheid”.

⁵ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 80.

Artikel 12

De bijlage behoeft niet genummerd te worden aangezien er maar één bijlage is.

Dezelfde opmerking geldt voor het opschrift van de bijlage.

Artikel 45

Ter uitvoering van artikel 272 van de wet van 28 februari 2007, bepaalt artikel 45, 1°, van het ontwerp dat verschillende wettelijke bepalingen op 31 december 2013 in werking treden.

Met het oog op de rechtszekerheid dient in artikel 45, 1°, van het ontwerp te worden aangegeven dat het de bedoeling is de betreffende artikelen van de wet van 28 februari 2007 “zoals gewijzigd bij de wet van 31 juli 2013” in werking te laten treden.

BIJLAGE

Onder nummer 2.6 in kolom “2” moet in de Nederlandse versie “minder dan 5 jaar anciënniteit” worden geschreven.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY